

SITUATION CONJONCTURELLE DU MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES (ZUS) AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2014

(avril 2015)

Ce tableau de bord trimestriel présente des données sur :

- le taux de chômage au sens du BIT dans les zones urbaines sensibles (Zus) ;
- les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, répartis par région et résidence en Zus.

1. Le taux de chômage au sens du BIT

Avertissement : Le taux de chômage trimestriel au sens du BIT en Zus est estimé avec une marge d'erreur de +/- 2,3 points¹.

Au 4^e trimestre 2014, en France métropolitaine, le taux de chômage au sens du bureau international du travail (BIT)² s'établit à 23,3 % en Zus (données corrigées des variations saisonnières). Il est de 10,0 % dans l'ensemble de la France métropolitaine (tableau 1 et graphique 1).

Le taux de chômage en Zus a augmenté de 1,5 point entre le 3^e et le 4^e trimestre 2014. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point sur la même période. Sur un an, le taux de chômage en Zus a augmenté de 1,0 point tandis qu'il a augmenté de 0,4 point sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Tableau 1 : Taux de chômage au sens du BIT

	2012				2013				2014				Glissement trimestriel (en point)	Glissement annuel (en point)
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4*		
ZUS	23,9	22,6	22,9	23,0	22,6	23,6	23,8	22,3	21,9	22,0	21,8	23,3	1,5	1,0
France métropolitaine	9,1	9,3	9,4	9,7	9,9	10,0	9,9	9,6	9,7	9,7	9,9	10,0	0,1	0,4

Source : Insee - enquête Emploi en continu - Calcul des CVS : Insee pour la France métropolitaine, Dares pour les Zus.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

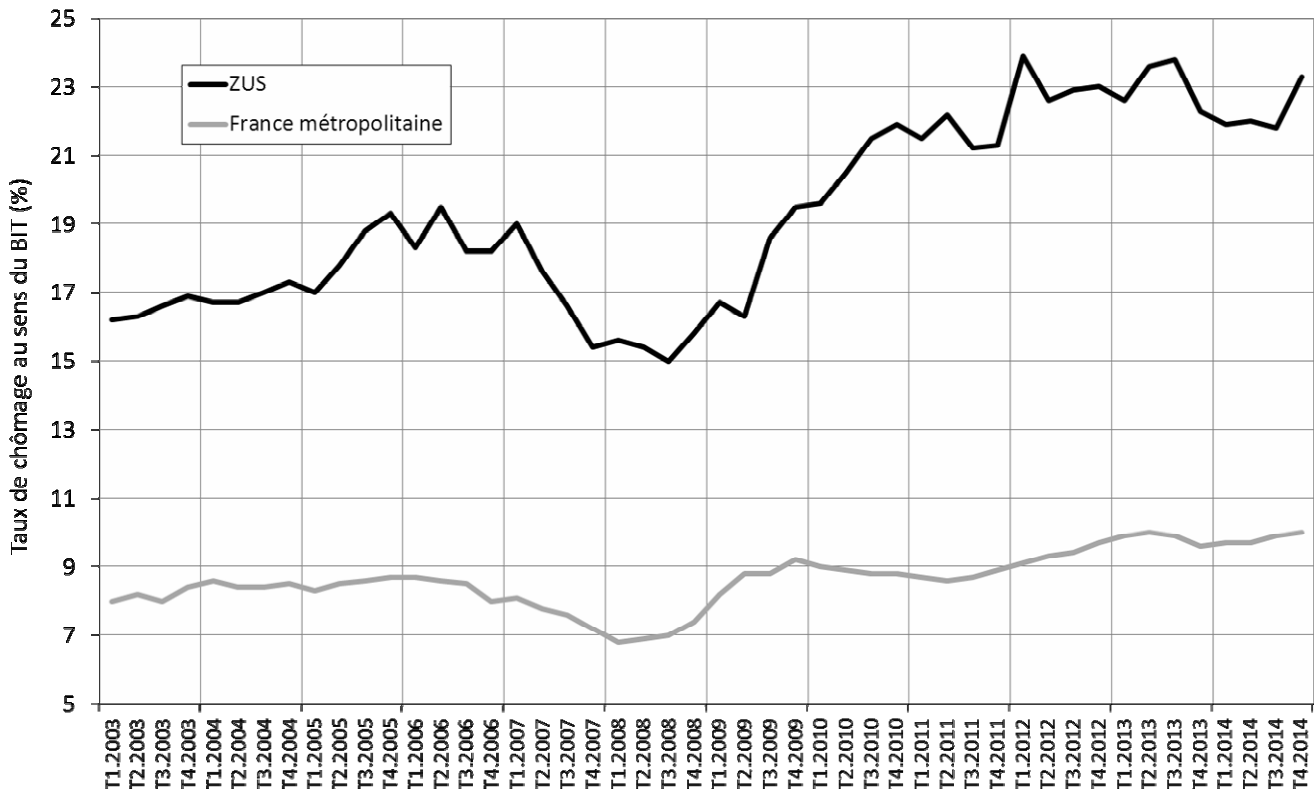
Estimation à +/-0,3 point près du taux de chômage en France métropolitaine.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution de taux de chômage d'un trimestre à l'autre pour la France métropolitaine.

Estimation à +/-2,3 points près du taux de chômage en Zus.

* Données provisoires.

Graphique 1 : Taux de chômage au sens du BIT depuis 2003



Source : Insee - enquête Emploi en continu - Calcul des CVS : Insee pour la France métropolitaine, Dares pour les Zus.

Champ : Ménages ordinaires de France métropolitaine.

¹ Cela signifie qu'il y a 95 % de chances que le taux de chômage soit compris dans un intervalle de +/-2,3 points autour du taux estimé.

² Le chômage au sens du Bureau international du travail comptabilise les personnes âgées de 15 ans ou plus qui : 1°) n'ont pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, 2°) sont disponibles pour travailler dans les deux semaines et 3°) ont entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou ont trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois. Le taux de chômage rapporte le nombre de chômeurs à la population active (personnes en emploi ou au chômage).

2. Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 4^e trimestre 2014

Avertissement : le chômage au sens du BIT constitue l'indicateur de référence pour l'analyse du chômage. La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est différente : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT, et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Au-delà des évolutions du marché du travail, certains facteurs peuvent davantage affecter le nombre de demandeurs d'emploi : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

Entre fin décembre 2013 et fin décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi sans emploi (catégorie A) a augmenté de 4,2 % en Zus et de 5,4 % pour l'ensemble de la France métropolitaine (*tableau 2*, données brutes).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, y compris ceux exerçant une activité réduite courte ou longue, (catégories A, B, C) a augmenté de 5,0 % en Zus et de 6,4 % pour l'ensemble de la France métropolitaine. Parmi eux, le nombre de ceux âgés de moins de 26 ans a diminué de 1,0 % en Zus sur un an alors qu'il a augmenté de 3,0 % pour l'ensemble de la France métropolitaine.

Entre décembre 2013 et décembre 2014, le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A, B, C, D, E) a augmenté de 4,5 % en Zus et de 5,7 % pour l'ensemble de la France métropolitaine.

Tableau 2 : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi
En effectif et %

Données brutes		décembre 2013	décembre 2014	Glissement annuel
Catégorie A	Zus*	383 600	399 600	4,2%
	France métropolitaine	3 372 000	3 552 900	5,4%
Catégories A, B, C	Zus*	517 400	543 200	5,0%
	France métropolitaine	4 974 400	5 291 800	6,4%
Catégories A, B, C moins de 26 ans	Zus*	106 000	104 900	-1,0%
	France métropolitaine	969 600	998 900	3,0%
Catégories A, B, C, D, E	Zus*	562 800	588 100	4,5%
	France métropolitaine	5 638 700	5 958 400	5,7%

Source : Pôle emploi-Dares (STMT), traitement Insee pour la géolocalisation.

Champ : France métropolitaine.

* En raison de données manquantes pour l'un ou l'autre des deux mois considérés, la Dares effectue des redressements sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi résidant en Zus, en faisant l'hypothèse que l'évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi dans les Zus pour lesquelles l'information est manquante est la même que celle observée dans les autres Zus de la même région. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C résidant dans les Zus a été redressé de 0,03 % en décembre 2014.

Par ailleurs, en raison de données manquantes pour les deux mois considérés dans 8 Zus, le redressement effectué est incomplet. Le nombre de demandeurs d'emploi résidant en Zus est donc très légèrement sous-estimé. Cette sous-estimation affecte les deux mois (décembre 2013 et décembre 2014) dans des proportions vraisemblablement comparables. La sous-estimation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C résidant en ZUS est d'environ 0,4 % sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Note méthodologique :

L'Insee élabore pour le compte de Pôle emploi un fichier annuel des demandeurs d'emploi inscrits au 31/12 avec mention du numéro de Zus. Pour réaliser ce travail, certaines adresses sont codées manuellement. Les données en fin de trimestre publiées par l'Insee et présentées ici reposent sur un traitement complètement automatisé des fichiers : un premier géocodage est fait automatiquement puis une correction calculée annuellement est appliquée pour redresser l'écart entre les résultats d'une géolocalisation complètement automatique et ceux du traitement annuel. Ces données tirent donc au mieux parti de l'information collectée lors des traitements annuels et incorporent une part d'estimation.

Ces données sont disponibles environ trois mois après la fin du trimestre, sur le site de l'Insee, à l'adresse suivante : <http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/donnees-detaillees/duicq/telechargement.asp>.

Ce lien fournit également d'autres statistiques concernant les Zus, et notamment des ventilations par caractéristiques individuelles des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi au 31 décembre de chaque année.

Annexe - Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par région

Tableau 3 : Effectifs de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de trimestre tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C)

Données brutes		Demandeurs d'emploi en catégorie A tous âges			Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C tous âges			Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de moins de 26 ans		
		décembre 2013	décembre 2014	Glissement annuel, en %	décembre 2013	décembre 2014	Glissement annuel, en %	décembre 2013	décembre 2014	Glissement annuel, en %
ALSACE	Résidant en ZUS	13 300	13 600	+2,3	17 700	18 400	+4,0	3 500	3 400	-2,9
	Total DEFM	93 200	98 100	+5,3	135 500	144 400	+6,6	27 200	27 600	+1,5
AQUITAINE (2)	Résidant en ZUS	12 300	13 200	+7,3	17 900	19 400	+8,4	3 700	3 800	+2,7
	Total DEFM	174 900	186 500	+6,6	262 400	283 600	+8,1	50 100	52 900	+5,6
AUVERGNE (2)	Résidant en ZUS	4 800	5 200	+8,3	6 900	7 400	+7,2	1 500	1 400	-6,7
	Total DEFM	60 800	64 200	+5,6	96 300	102 200	+6,1	19 500	20 000	+2,6
BASSE NORMANDIE	Résidant en ZUS	5 000	5 300	+6,0	6 900	7 200	+4,3	1 700	1 600	-5,9
	Total DEFM	67 800	71 100	+4,9	106 800	113 400	+6,2	24 300	25 100	+3,3
BOURGOGNE	Résidant en ZUS	7 400	7 600	+2,7	10 600	11 000	+3,8	2 200	2 100	-4,5
	Total DEFM	74 500	78 000	+4,7	117 300	123 400	+5,2	24 500	25 200	+2,9
BRETAGNE	Résidant en ZUS	8 500	8 900	+4,7	11 800	12 400	+5,1	2 700	2 700	+0,0
	Total DEFM	146 200	155 100	+6,1	235 000	251 900	+7,2	47 500	50 200	+5,7
CENTRE – VAL DE LOIRE	Résidant en ZUS	12 800	13 200	+3,1	17 400	18 300	+5,2	3 600	3 600	+0,0
	Total DEFM	125 900	132 700	+5,4	192 900	206 000	+6,8	40 900	42 400	+3,7
CHAMPAGNE-ARDENNE (1) (2)	Résidant en ZUS	12 800	13 500	+5,5	17 000	17 800	+4,7	3 700	3 500	-5,4
	Total DEFM	73 900	78 000	+5,5	109 100	114 800	+5,2	23 000	23 200	+0,9
CORSE (2) (3)	Résidant en ZUS	300	300	+0,0	400	400	+0,0	100	100	+0,0
	Total DEFM	18 700	21 100	+12,8	21 700	24 600	+13,4	4 300	4 600	+7,0
FRANCHE-COMTE	Résidant en ZUS	7 500	7 600	+1,3	10 000	10 400	+4,0	2 100	2 100	+0,0
	Total DEFM	57 000	59 800	+4,9	84 500	89 500	+5,9	17 500	18 300	+4,6
HAUTE NORMANDIE	Résidant en ZUS	13 100	13 200	+0,8	17 900	18 200	+1,7	4 400	4 200	-4,5
	Total DEFM	103 400	105 500	+2,0	157 700	164 100	+4,1	36 300	36 300	+0,0
ILE DE FRANCE	Résidant en ZUS	100 400	105 800	+5,4	134 600	143 000	+6,2	23 300	23 500	+0,9
	Total DEFM	621 700	657 800	+5,8	872 000	928 300	+6,5	128 500	132 200	+2,9
LANGUEDOC-ROUSSILLON	Résidant en ZUS	15 300	16 100	+5,2	19 100	20 300	+6,3	4 200	4 200	+0,0
	Total DEFM	196 800	208 200	+5,8	266 100	283 900	+6,7	50 800	52 500	+3,3
LIMOUSIN	Résidant en ZUS	1 900	2 000	+5,3	2 500	2 700	+8,0	600	500	-16,7
	Total DEFM	32 400	34 000	+4,9	50 600	53 500	+5,7	10 200	10 300	+1,0
LORRAINE	Résidant en ZUS	13 200	13 500	+2,3	17 200	17 900	+4,1	3 700	3 500	-5,4
	Total DEFM	127 400	131 000	+2,8	179 600	188 900	+5,2	37 900	38 000	+0,3
MIDI-PYRENEES	Résidant en ZUS	7 600	8 000	+5,3	10 500	11 000	+4,8	2 300	2 200	-4,3
	Total DEFM	159 300	169 600	+6,5	244 600	261 000	+6,7	46 100	47 700	+3,5
NORD-PAS DE CALAIS	Résidant en ZUS	40 900	42 100	+2,9	54 600	56 700	+3,8	13 700	13 300	-2,9
	Total DEFM	259 100	266 300	+2,8	371 300	387 800	+4,4	87 800	88 200	+0,5
PAYS DE LA LOIRE	Résidant en ZUS	15 600	16 600	+6,4	22 500	23 900	+6,2	5 000	5 000	+0,0
	Total DEFM	166 700	179 000	+7,4	282 400	304 500	+7,8	62 700	66 400	+5,9
PICARDIE	Résidant en ZUS	14 600	14 500	-0,7	19 400	19 700	+1,5	4 600	4 500	-2,2
	Total DEFM	113 300	115 300	+1,8	167 400	173 500	+3,6	38 200	37 700	-1,3
POITOU-CHARENTES	Résidant en ZUS	6 200	6 500	+4,8	8 600	9 000	+4,7	1 900	1 900	+0,0
	Total DEFM	84 200	90 000	+6,9	134 900	145 000	+7,5	28 000	29 500	+5,4
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (1) (2)	Résidant en ZUS	40 100	42 100	+5,0	51 700	54 300	+5,0	9 600	9 600	+0,0
	Total DEFM	312 500	331 100	+6,0	430 000	458 400	+6,6	77 300	79 400	+2,7
RHONE-ALPES (1)	Résidant en ZUS	29 800	31 100	+4,4	42 000	43 900	+4,5	8 100	8 100	+0,0
	Total DEFM	302 500	320 600	+6,0	456 200	489 200	+7,2	86 900	91 200	+4,9
TOTAL FRANCE METROPOLITAINE (1) (2)	Résidant en ZUS	383 600	399 600	+4,2	517 400	543 200	+5,0	106 000	104 900	-1,0
	Total DEFM	3 372 000	3 552 900	+5,4	4 974 400	5 291 800	+6,4	969 600	998 900	+3,0

Source : Pôle emploi-Dares (STMT), traitement Insee pour la géolocalisation.

Champ : France métropolitaine.

(1) En raison de données manquantes pour l'un ou l'autre des deux mois considérés, la Dares effectue des redressements sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi résidant en ZUS, en faisant l'hypothèse que l'évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi dans les ZUS pour lesquelles l'information est manquante est la même que celle observée dans les autres ZUS de la même région. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C résidant dans les ZUS a été redressé de 0,03 % en décembre 2014.

(2) En raison de données manquantes pour les deux mois considérés dans 8 ZUS, le redressement effectué est incomplet. Le nombre de demandeurs d'emploi résidant en ZUS est donc légèrement sous-estimé dans les régions concernées. Cette sous-estimation affecte les deux mois (décembre 2013 et décembre 2014) dans des proportions vraisemblablement comparables. Cette sous-estimation est comprise entre 0,3 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 76,0 % en Corse pour les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. La sous-estimation est d'environ 0,4 % sur l'ensemble de la France métropolitaine.

(3) Des redressements d'une ampleur inhabituellement élevée ont été effectués sur les effectifs de DEFM résidant en ZUS en décembre 2013 et décembre 2014 en Corse (entre 73,0 % et 76,0 % selon les séries). Ces statistiques sont donc entourées d'une marge d'incertitude particulièrement grande.

Tableau 4 : Effectifs de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de trimestre (catégories A, B, C, D, E)

Données brutes		Catégories A, B, C, D, E tous âges		
		décembre 2013	décembre 2014	Glissement annuel (en %)
ALSACE	ZUS	19 100	19 700	+3,1
	Total DEFM	151 500	160 400	+5,9
AQUITAINE (2)	ZUS	19 900	21 300	+7,0
	Total DEFM	301 400	323 300	+7,3
AUVERGNE (2)	ZUS	7 600	8 000	+5,3
	Total DEFM	109 900	115 600	+5,2
BASSE NORMANDIE	ZUS	7 700	7 900	+2,6
	Total DEFM	120 000	126 200	+5,2
BOURGOGNE	ZUS	11 600	11 900	+2,6
	Total DEFM	131 100	137 100	+4,6
BRETAGNE	ZUS	13 100	13 600	+3,8
	Total DEFM	272 700	288 600	+5,8
CENTRE – VAL DE LOIRE	ZUS	18 800	19 700	+4,8
	Total DEFM	218 800	232 300	+6,2
CHAMPAGNE-ARDENNE (1) (2)	ZUS	18 700	19 500	+4,3
	Total DEFM	125 600	131 000	+4,3
CORSE (2) (3)	ZUS	500	500	+0,0
	Total DEFM	25 400	28 000	+10,2
FRANCHE-COMTE	ZUS	11 000	11 200	+1,8
	Total DEFM	95 200	99 700	+4,7
HAUTE NORMANDIE	ZUS	19 600	20 000	+2,0
	Total DEFM	179 100	185 300	+3,5
ILE DE FRANCE	ZUS	143 600	152 900	+6,5
	Total DEFM	958 000	1 019 100	+6,4
LANGUEDOC-ROUSSILLON	ZUS	20 800	21 800	+4,8
	Total DEFM	305 700	322 600	+5,5
LIMOUSIN	ZUS	2 800	2 900	+3,6
	Total DEFM	59 200	61 800	+4,4
LORRAINE	ZUS	19 000	19 400	+2,1
	Total DEFM	206 200	214 200	+3,9
MIDI-PYRENEES	ZUS	11 300	11 800	+4,4
	Total DEFM	281 400	298 500	+6,1
NORD-PAS DE CALAIS	ZUS	60 900	62 500	+2,6
	Total DEFM	423 000	438 400	+3,6
PAYS DE LA LOIRE	ZUS	24 600	25 700	+4,5
	Total DEFM	324 500	345 200	+6,4
PICARDIE	ZUS	21 200	21 500	+1,4
	Total DEFM	187 800	194 300	+3,5
POITOU-CHARENTES	ZUS	9 700	9 900	+2,1
	Total DEFM	157 700	164 900	+4,6
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (1) (2)	ZUS	55 900	58 800	+5,2
	Total DEFM	485 800	516 900	+6,4
RHONE-ALPES (1)	ZUS	45 500	47 600	+4,6
	Total DEFM	518 800	555 200	+7,0
TOTAL FRANCE METROPOLITAINE (1) (2)	ZUS	562 800	588 100	+4,5
	Total DEFM	5 638 700	5 958 400	+5,7

Source : Pôle emploi-Dares (STMT), traitement Insee pour la géolocalisation.

Champ : France métropolitaine.

(1) En raison de données manquantes pour l'un ou l'autre des deux mois considérés, la Dares effectue des redressements sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi résidant en Zus, en faisant l'hypothèse que l'évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi dans les Zus pour lesquelles l'information est manquante est la même que celle observée dans les autres Zus de la même région. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D, E résidant dans les Zus a été redressé de 0,03 % en décembre 2014.

(2) En raison de données manquantes pour les deux mois considérés dans 8 Zus, le redressement effectué est incomplet. Le nombre de demandeurs d'emploi résidant en Zus est donc légèrement sous-estimé dans les régions concernées. Cette sous-estimation affecte les deux mois (décembre 2013 et décembre 2014) dans des proportions vraisemblablement comparables. Cette sous-estimation est comprise entre 0,3 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 73,0 % en Corse pour les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D, E. La sous-estimation est d'environ 0,5 % sur l'ensemble de la France métropolitaine.

(3) Des redressements d'une ampleur inhabituellement élevée ont été effectués sur les effectifs de DEFM résidant en Zus en décembre 2013 et décembre 2014 en Corse (entre 73,0 % et 76,0 % selon les séries). Ces statistiques sont donc entourées d'une marge d'incertitude particulièrement grande.